Vous avez dit corruption?

Par JFB le mar 16/12/2008 - 13:26

En matière de corruption, l’année 2008 s’est révélée être une année noire, avec son lot de scandales, d’abus de biens sociaux et de pactes secrets découverts.

CPI de 2008

Rang	Pays	CPI
1	Danemark	9,3
1	Nouvelle Zélande	9,3
1	Suède	9,3
4	Singapour	9,2
5	Finlande	9,0
5	Suisse	9,0
7	Islande	8,9
7	Pays-Bas	8,9
9	Australie	8,7
9	Canada	8,7
11	Luxemburg	8,3
	...	
23	France	6,9
	...	
26	Slovénie	6,7
27	Estonie	6,6
	...	
45	Rép. Tchèque	5,2
47	Hongrie	5,1
	...	
58	Lituanie	4,6
58	Pologne	4,6

Source: Transparency International
** valeur maximale : 10*

Selon le rapport de Transparency International, organisation veillant à la transparence des institutions politiques et économiques et qui établit chaque année une liste des indices de corruption des pays (CPI), le classement de la Hongrie dans cette liste a reculé depuis l’année dernière pour arriver en 2008 en 47e position sur les 180 pays représentés. Ce résultat pourrait sembler acceptable à première vue, mais il laisse à désirer si on compare la position de la Hongrie avec

les autres pays de la région. Le rapport annuel de Transparency International, le NIS (Système d'Intégrité National), a pour but d'étudier la transparence et la justification des dépenses des institutions publiques et corporatives pour découvrir les imperfections alimentant la corruption et les procédés frauduleux. Selon ce dernier, la Hongrie a encore des difficultés à se débarrasser des traces du socialisme, ce qui se traduit par un manque de confiance de ses citoyens et le ralentissement de la croissance économique, nourri par l'économie noire.

L'éclatement de nouveaux scandales renforce ainsi le sentiment d'un dysfonctionnement de l'administration en particulier, tout en contribuant pourtant à l'assainissement de l'économie noire. L'année 2008 a ainsi été très perturbée par de nombreuses affaires de fraudes et de corruption, de procès mais aussi par la découverte de pactes illicites, dont la plupart remontent à 2 ou 3 ans.

L'affaire Zuschlag

Les conclusions de l'affaire Zuschlag, sous la loupe des médias depuis plus d'un an, ne sont pas encore rendues. Outre les 15 accusés, le nombre des témoins s'élève à 200 personnes, y compris le Premier ministre, ministre des sports au moment des faits. Le député MSZP János Zuschlag, responsable du parti dans le département de Bács-Kiskun, a été arrêté avec ses compagnons pour abus de biens sociaux, notamment pour la gestion et la répartition illicites de subventions européennes qui avaient été distribuées à 7 fondations et 6 associations, dont les bilans sont revus par des experts indépendants chargés d'examiner l'attribution de ces subventions d'un montant de 60 à 70 millions de HUF. Le procès a débuté à Kecskemét en octobre 2008 et de nombreux hommes politiques, conseillers et députés sont impliqués dans l'affaire.

Parallèlement, l'organisation Fiatal Baloldal (les Jeunes de Gauche), dont János Zuschlag était un membre actif, a décidé de se dissoudre du fait de leur mauvaise réputation, disent-ils. Cette dissolution tombe par ailleurs à pic car l'association, très endettée, une fois dissoute, n'est plus dans l'obligation de faire face à ses obligations… Toutefois, au cours de la même session, le congrès de l'association a créé un autre organisme, strictement indépendant : Fiatal Baloldal: Societas.

Le Panama immobilier du VIIe arrondissement

György Gál, député SZDSZ et président du comité économique de la mairie du VIIe arrondissement, suspecté de fraude de grande ampleur, a été mis en détention

provisoire fin novembre.

Ce scandale concerne la vente de 8 immeubles entre 2002 et 2003, propriétés de la municipalité, très en dessous du prix du marché et ce sans avoir prévenu les locataires ni avoir respecté leurs droits de préemption. Ces ventes ont été réalisées avec l'accord de la majorité des conseillers municipaux du VIIe arrondissement lors de sessions à huit clos dirigées par György Gál, responsable de la société d'administration des biens de la municipalité. Les acheteurs, pour la plupart des sociétés créées uniquement pour la mise en oeuvre de ces actes, ont été sélectionnés sans appel d'offres et ont réalisé des marges considérables en revendant ces biens immobiliers à des investisseurs étrangers qui avaient depuis le début l'intention d'acquérir ces immeubles. Ces ventes ont également impliqué des entreprises off-shore. György Gál est ainsi soupçonné d'abus de biens sociaux pour un montant de 700 M de HUF. Le maire de l'arrondissement, György Hunwald, persiste à nier qu'il s'agit d'une « affaire » et cherche à minimiser les faits.

Le scandale Gripen

Ce scandale vient de loin et a déjà parcouru toute l'Europe. Des enquêtes s'enchaînent en Suède, en Grande-Bretagne, en République Tchèque, en Hongrie, en Autriche mais aussi en Suisse touchée par le blanchissement de l'argent provenant des affaires de location et de vente ambiguës de Gripen. La société Gripen International, fabriquant des avions JAS Gripen, est soupçonnée d'avoir conclu des accords monnayés avec des hommes politiques tchèques afin de signer des contrats de location de Gripen, avions qu'ils auraient pu acheter à prix réduit après un délai de 10 ans. Ces contrats de location ayant été menés de la même manière, les enquêteurs se sont également intéressés à l'Autriche et à la Hongrie, où les contrats ont notamment impliqué les ministères de la défense nationale. Les Etats touchés tentent désormais de s'associer pour résoudre cette affaire ensemble.

Voici donc quelques-uns des exemples de scandales qui ont éclaté en 2008. La liste des affaires frauduleuses est longue et l'on pourrait encore en décrire une dizaine d'autres, des scandales de contrats de ventes chez MAV Cargo aux affaires impliquant les dirigeants de BKV. La défaillance de l'appareil législatif et le manque de contrôle rendent très difficile la lutte contre la corruption. Les associations et organisations civiles réclament la transparence des décisions concernant les biens

publics, nationaux et municipaux, la simplification des contrats et appels d’offres publics et la défense de tous ceux qui contribuent à la découverte de ces actes frauduleux.

Kata Bors

-

Catégorie
Agenda Culturel